- Quelques liens: le nouveau livre de Piketty, Une brève histoire de l'égalité (Seuil, 2021, 357 p., 14€); le livre de Bihr et Husson, Thomas Piketty, une dénonciation illusoire du capital (Syllepse, 2020); la série du CADTM sur Capital au 21e siècle <a href="http://www.cadtm.org/Laconcentration-de-la-richesse-en-faveur-du-1">https://www.cadtm.org/Laconcentration-de-la-richesse-en-faveur-du-1</a>; le dossier du Collège de France avec trois articles et une réponse de Piketty <a href="https://laviedesidees.fr/L-histoire-des-regimes-inegalitaires.htm">https://laviedesidees.fr/L-histoire-des-regimes-inegalitaires.htm</a>
- Intro: une histoire économique, sociale et politique des régimes inégalitaires, depuis les sociétés trifonctionnelles et esclavagistes jusqu'aux sociétés postcoloniales et hypercapitalistes; livre ouvert à d'autres continents que l'Europe et à l'histoire longue, plus politique et axé sur les transformations des idéologies; des constructions idéologiques et politiques servent à expliquer et justifier les inégalités économiques et éducatives.
- Chap. 1. Trois groupes distincts et complémentaires, donc deux dominants : *oratores* et *bellatores vs laboratores*. Pour les deux premiers, droits régaliens + droits de possession sur les biens et souvent sur les personnes; principe féodal d'imbrication des droits et des devoirs; chute des effectifs des classes dominantes en Europe occidentale au 18e siècle.
- Chap. 2. Du 12e au 14e siècle, la croissance de productivité et l'essor démographique sont le résultat combiné de la fin progressive du travail contraint, la mise à disposition d'équipements collectifs et d'une forme de sécurité sociale fournie par l'Église. Si la tradition voulait qu'un 'gentilhomme' ne pût s'adonner au commerce, des décrets vont pourtant rendre compatibles l'appartenance à la noblesse et le commerce maritime puis les banques et les manufactures.
  - Sous l'Ancien Régime, l'**Église** détenait environ 30% des biens : terres, entrepôts, fabriques, actifs financiers..., ces derniers souvent sous forme de *trusts*, une structure financière bien connue des candidats à l'évasion fiscale.
- Chap. 3. Suppression des privilèges de l'Ancien Régime et accès théorique de tous à la propriété. Mais inégalités encore plus criantes. (Ne pas confondre Capital et propriété.)
- Chap. 4. Le cas de la France. Économie en mutation. Lien entre mode de scrutin et type d'imposition.
- Chap. 5. Autres trajectoires européennes: le Royaume Uni (noblesse peu nombreuse qui garde un pouvoir certain jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle) et Suède (insiste sur la transformation brusque, mais les tableaux montrent une évolution similaire).
- Les trois défis des sociétés de propriétaires (promesse de stabilité et d'émancipation par l'accès à la propriété) : (1) concentration des richesses = défi inégalitaire interne ; (2) inégalité au niveau international (colonialisme); (3) défi nationaliste et identitaire (concurrence entre états menant à des guerres).
- **Chap. 6**. Sociétés esclavagistes. Importance numérique et brutalité de la traite transatlantique. Révolte et indépendance de Haïti, mais le pays est écrasé par la dette.
  - Lors de l'abolition par le RU (1833) et la France (1848), compensations aux propriétaires (jamais aux esclaves!) Aux États-Unis, guerre de Sécession (1861-65) amène l'abolition

officielle de l'esclavage, mais les discriminations persistent jusqu'à la 2° moitié du 20° siècle, et à ce jour.

Au Brésil, abolition tardive en 1888, mais beaucoup de métissage.

En Russie, dans les faits le servage subsiste jusqu'à la révolution d'Octobre 1917.

• Chap. 7 : sociétés coloniales. Distinction chronologique peu convaincante (extraction brutale puis mâtinée de mission civilisatrice). Distinction selon le % de colons, à un extrême l'Amérique du Nord et l'Australie et à l'autre l'Inde. Graphiques illustrant les inégalités extrêmes (où les dates peuvent être source de confusion). Comparaison entre les inégalités de propriété et de revenus ; certes les inégalités se construisent sur un projet idéologique (321), mais, comme à moitié admis, à partir d'un rapport de force entre classes sociales. Les budgets coloniaux sont pensés pour les colons, pas pour les colonisés.

Énormes profits financiers privés par un extractivisme brutal et/ou l'imposition de dettes publiques (Chine).

Dépasser la notion de propriété privée (339), certes, mais que signifient en pratique 'propriété temporaire et redistribution permanente des richesses' ? Notion de légalité différente en métropole et dans les colonies (exemple du viol et du travail forcé). Le cas de l'apartheid en Afrique du Sud. Décolonisation après 1945 : participation de députés des départements d'Outre-mer à l'Ass. nat. fr. et tentative de constituer des confédérations à l'échelle régionale et continentale. (Ne parle pas du Commonwealth rassemblant les anciennes colonies britanniques.)

- Chap. 8 : Le cas de l'Inde. Comment l'administration coloniale a figé et renforcé les distinctions entre religions et entre castes (les 4 *varnas* ou grandes répartitions théoriques et les milliers de *jatis*, correspondant aux situations professionnelles concrètes). Après les indépendances de 1947, débats sur la réforme agraire et une fiscalité plus redistributive, mais argument de la boîte de Pandore, à l'exception du Kerala. Application de quota de genres et de groupes sociaux.
- Chap. 9, trajectoires eurasiatiques. Chapitre très hétéroclite. La puissance d'un état est en rapport direct avec le taux d'imposition, qui était nettement plus élevé en Europe (où les états se faisant la guerre presque en permanence) que dans de grands empires comme la Chine ou l'empire ottoman. De plus, l'Europe occidentale dépend de matières premières importées (coton, bois,...), organise donc l'exploitation coloniale, y compris commerce triangulaire [Eric Williams est PM de Trinidad à partir de l'indépendance, donc en 1962; en 1956 il avait fondé le People's National movement!, 447], utilise le levier de la dette, développe les marchés financiers et les sociétés par actions.

Le **Japon** de l'ère Edo (1600-1868, Edo était le nom de la capitale Tokyo) est résolument trifonctionnel, dominé par les seigneurs de guerre sous l'égide du shogun. Leur autorité est ébranlée par la pression militaire des occidentaux, États-Unis en tête ; l'ère Meiji est marquée par la modernisation, la fin de certains privilèges, la suppression des inégalités de statut entre travailleurs, l'industrialisation, la centralisation fiscale et administrative et la levée d'impôts importants pour financer des investissements publics.

Dans l'état trifonctionnel **chinois**, les lettrés et fonctionnaires (mandarins) sont peu nombreux mais très bien formés ; vu le manque de moyens ils dépendent des élites guerrières. La licence pour devenir fonctionnaire s'obtenait en réussissant une série d'examens, mais pouvait aussi

s'acheter, et un quota était réservé à la noblesse guerrière. Au milieu du 19° siècle (1850-1864), un soulèvement de paysans pauvres (révolte des Taiping) qui a fait entre 20 et 30 millions de morts a failli renverser le régime, qui n'en est venu à bout qu'avec l'aide de l'Occident. Au tournant du 20° siècle, la révolte des Boxers visait à détruire le pouvoir d-féodal et à chasser les occupants étrangers. Elle est matée, mais débouche sur un curieux pouvoir international et mène à la révolution de 1911 et à la république de Chine de Sun Yatsen, qui préserve les droits de la propriété et s'avère à la fois conservatrice et corrompue. Après quatre décennies de guerre civile, ce sont les forces communistes qui l'emportent et instaurent la république populaire de Chine.

Depuis 1979, l'**Iran** est une république islamique chiite, après que les révoltes populaires ont renversé le Shah, Reza Palhavi, lui-même porté au pouvoir par les Occidentaux qui avaient fomenté un coup d'état contre le premier ministre Mossadegh, un démocrate laïc qui avait nationalisé le pétrole. (La fascination pour la complexité constitutionnelle de ce régime religieux semble faire oublier à Piketty la richesse culturelle résolument non religieuse de ce peuple, dont témoignent par exemple la BD et le film *Persepolis* de Marjane Satrapi). Une section est consacrée à l'institutionnalisation religieuse de la solidarité sous la forme du zakat, qui représente bien une contribution des plus riches mais ne peut remplacer un impôt progressif.